

Avril -Mai 2009



Meurtre de Victoria Stafford  
Douloureux souvenirs pour les proches de Cédrika  
Mise à jour : 21/05/2009 14h18



Le tragique dénouement dans l'histoire de la disparition de la petite Victoria Stafford, en Ontario, ravive de douloureux souvenirs pour les proches de Cédrika Provencher. Dans une entrevue accordée au chroniqueur judiciaire Claude Poirier, le grand-père de Cédrika, Henri Provnecher, s'est dit profondément attristé par la nouvelle. «On peut à peine penser comment ça peut être douloureux», a-t-il dit.

À la différence du cas de Cédrika, les policiers ontariens ont des suspects et ont amassé des preuves, ce qui fait dire à son grand-père que toute la famille a bien hâte que de nouvelles informations parviennent aux autorités.

«Ce qui est crucial dans une situation semblable, c'est ceux qui savent quelque chose» a répété M. Provencher, qui a dit apprécier les témoignages de sympathie de la population, mais qui invite toute personne ayant des renseignements à les livrer – sans crainte de quoi que ce soit – aux autorités afin de faire progresser l'enquête.

Publié le 12 avril 2009 à 23h21 | Mis à jour le 12 avril 2009 à 22h29  
Le père de Cédrika déçu

**(Trois-Rivières) Après avoir suscité les espoirs à son retour de visite du National Center for Missing and Exploited Children de Washington, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, reçoit maintenant quelques critiques. Dans les faits, seuls deux agents québécois y seront finalement formés, ce qui déçoit le père de Cédrika Provencher.**



Martin Provencher ne cache pas sa déception

Telle a effectivement été la décision de Québec, confirmée la semaine dernière par le ministre Dupuis, lorsque le sujet a refait surface à l'Assemblée nationale. À ce moment, la famille de Marilyn Bergeron, cette jeune femme de Québec disparue il y a plus d'un an, déposait une pétition exigeant la création d'une escouade spécialisée. Les relations avec les familles et les informations sur le déroulement des enquêtes étaient aussi au coeur des préoccupations.

Le ministre a alors refusé une fois de plus l'idée de mettre sur pied une section particulière, calquée sur le modèle de l'escouade antigang, par exemple. En revanche, selon La Presse, Jacques Dupuis a rappelé son voyage en sol américain et a réitéré son intention de modifier les façons de faire lorsque surviennent de tels drames.

Ainsi, a-t-il souligné, un policier de la Sûreté du Québec et un confrère de la Gendarmerie royale du Canada iront étudier les méthodes de fonctionnement de ce centre spécialisé de la capitale américaine.

Cette décision n'a pas été accueillie favorablement. Les premières doléances sont venues du président de l'Association des familles de personnes disparues ou assassinées, Pierre-Hugues Boisvenu. Le père de Cédrika, Martin Provencher, emboîte maintenant le pas. «Oui, ça me déçoit. En même temps, je ne suis plus étonné de rien... J'espère seulement que ce n'est pas juste pour dire : "oui, on le fait", parce que deux policiers, c'est très peu», commente-t-il.

Qui plus est, la famille de Cédrika avait mis beaucoup de pression sur le ministre de la Sécurité publique pour qu'il se rende de l'autre côté de la frontière. Le mois dernier, en nos pages, celui-ci avait par ailleurs confié vouloir s'inspirer de ce qu'il y avait vu et appris. «On est peut-être bon, mais on pas les meilleurs au monde et on peut faire mieux, affirme le père de la disparue. En 2007, l'affaire Cédrika, c'était la plus grosse enquête au Canada. Et aujourd'hui, il n'y a pas de résultats. C'est cela qui m'inquiète.»

## Mobilisation des familles

Parallèlement, Martin Provencher se dit toutefois heureux de constater la mobilisation des familles de personnes disparues, qui s'expriment publiquement pour une amélioration des services.

«Effectivement, ça fait du bien. Pour qu'on avance, il ne faut pas rester muet. Je trouve ça agréable de voir les familles prendre position. On va y arriver ensemble», dit-il.

«En même temps, il ne faut pas que ce soit seulement les victimes qui crient. Il va falloir que les gens se mobilisent tous», reprend le père de famille, en citant à titre d'exemple une campagne pour la mise en place d'un registre public répertoriant les pédophiles.



**Les bénévoles Chantale Béland et Claire Lefebvre reviennent à la charge cette année avec la vente de rosiers au nom de Cédrika.**

**Photo: Stéphane Lessard**

**Éric Lallier**

**Le Nouvelliste**

**(Trois-Rivières) Le rosier portant le nom de Cédrika Provencher sera de retour cette année. Ne reste que le moyen de distribution à confirmer et 300 plants seront mis en circulation pour perpétuer la mémoire de la jeune fille, disparue le 31 juillet 2007.**

L'an dernier, la recette avait connu un vif succès. Ce sont ni plus ni moins que 3000 rosiers qui avaient trouvé preneur. Les bénévoles responsables de cette initiative ont donc tenu promesse et relancent la vente cette année.

L'objectif? S'assurer que le nom de Cédrika ne tombe pas dans l'oubli. «Le rosier, on veut qu'il soit là à chaque année. On ne veut pas que Cédrika soit oubliée. Mais c'est aussi important de continuer à en parler, parce qu'il y a beaucoup trop de disparitions», confie Chantale Béland.

«C'était important de revenir cette année, parce que le rosier porte le nom de Cédrika et représente la petite. À quelque part, c'est un symbole. Il ne faut pas que les gens arrêtent de penser à elle», relance Claire Lefebvre.

Ce sont ces deux acolytes qui s'étaient occupées de la distribution en sol trifluvien l'an dernier. Mais ce fut tout un casse-tête. Voilà pourquoi cette année, les bénévoles et la famille de la jeune fille cherchent toujours un distributeur officiel pour faciliter la vente. L'entente avec la Coop fédérée n'a pas été reconduite et des discussions ont été entreprises avec certaines bannières commerciales.

«On essaie de garder une certaine continuité, explique le grand-père de Cédrika, Henri Provencher. 3000 rosiers, c'était toute une organisation. Alors, si on veut le faire d'année en année, on ne pouvait pas garder une telle envergure.»

## **Financement**

Ainsi, pour cette deuxième expérience, les rosiers s'écouleront principalement dans la région, et non dans toute la province.

Qui plus est, cette vente s'avère être un moyen efficace pour recueillir des fonds, toujours aussi nécessaires. Tout près de 10 000\$ pourraient être amassés par cette activité de financement. Comme c'est le cas depuis la tragédie, l'argent recueilli est redistribué à l'organisme COMSEP, qui s'occupe de la vérification. Pendant ce temps, selon les proches de la jeune fille, le combat pour retrouver Cédrika en vaut toujours la peine. «Je te dis que oui, il faut continuer. Encore, je pense que c'est impossible que personne n'ait rien vu ou ne sache rien. Et il reste toujours que c'est une enfant qui paie ou a payé de sa vie, alors il faut se battre pour la retrouver», clame Claire Lefebvre.

Notons par ailleurs que des bénévoles seront recherchés pour accomplir la distribution. «On va avoir besoin d'un coup de main, c'est certain», avoue Henri Provencher. Les personnes intéressées ou cherchant plus d'informations sont invitées à communiquer avec la famille de Cédrika, au (819) 840-8510.

**(Trois-Rivières) Sans remettre en question le travail des policiers de la province, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, estime que l'expertise des Américains dans les disparitions d'enfants pourrait permettre d'améliorer certaines méthodes d'enquête, tout comme la communication avec les familles.**

Il a d'ailleurs visité, il y a environ deux semaines, le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC), un organisme spécialisé dans les disparitions d'enfants, basé à Washington. «Ils ont créé des moyens rapides pour publiciser la photo de l'enfant, sa description, etc. Ils ont aussi une façon rapide d'entrer en contact avec les familles pour les renseigner sur la progression de l'enquête de police. Ce sont des procédures qui sont établies. Alors moi, je reviens de Washington en me disant: "Est-ce qu'on pourrait bénéficier de leur expertise et de leurs méthodes?" Et ma réponse est oui. On devrait être en mesure de collaborer avec eux et d'obtenir d'eux de l'information suffisante pour être capable de peut-être mieux former nos policiers, d'améliorer nos méthodes d'enquête dans ce domaine-là», explique le ministre Dupuis.

Même si aucune décision formelle n'a encore été prise à la suite de cette visite, plusieurs scénarios sont envisagés. Des policiers pourraient ainsi se rendre au NCMEC pour bénéficier de son expertise. «Le centre d'enfants disparus est un organisme sans but lucratif qui accepterait - c'est ce que j'ai discuté avec eux - de donner gratuitement de l'information à des policiers qu'on pourrait envoyer là-bas. Je ne parle pas d'envoyer 6000 policiers, mais un certain nombre d'enquêteurs qui suivraient la formation là-bas, reviendraient ici et seraient capables eux-mêmes de donner la formation à des corps de police où il y a moins de ressources.»

Parmi les autres éventualités, des enseignants de l'École nationale de police du Québec pourraient aussi aller à Washington et, par la suite, transmettre ces notions supplémentaires aux aspirants policiers ainsi qu'aux enquêteurs qui suivent des cours de perfectionnement. Cette visite à Washington n'est pas étrangère à une rencontre entre le ministre et les parents de Cédrika Provencher, il y a dix mois. Les parents de la fillette disparue depuis le 31 juillet 2007 avaient critiqué certains aspects de l'enquête policière dont le manque de stratégie et le fait que la thèse de l'enlèvement n'avait pas été retenue dans les premières heures de la disparition. La vitesse de réaction est d'ailleurs l'un des leitmotifs du NCMEC. «Chaque fois qu'un signalement est fait, les policiers doivent d'abord réagir rapidement. Le secret d'une enquête de cette nature-là, c'est la vitesse avec laquelle l'enquête débute et les premiers renseignements que tu obtiens», note le ministre Dupuis.

Pour ce qui est de la vitesse de réaction des policiers en ce qui concerne la disparition de Cédrika Provencher, le ministère préfère ne pas s'avancer sur le sujet disant que l'enquête est toujours en cours. Pour lui d'ailleurs, cette réflexion sur les cas de disparitions d'enfants est loin de représenter un désaveu du travail des policiers québécois.«

Je ne critique pas le travail des policiers. Je ne dis pas que ce n'est pas bien fait. Ils travaillent très bien, mais c'est normal dans la vie de vouloir vérifier si on peut s'améliorer.»

Lors de sa rencontre avec les Provencher, le ministre a également constaté que les parents souhaitent souvent obtenir plus de renseignements de la part des policiers, notamment sur les démarches en cours. Un aspect important, convient le ministre. Mais il faut comprendre, mentionne-t-il, que les policiers doivent garder certaines informations confidentielles pour le bien de l'enquête. «Mais moi, j'encourage les policiers à au moins être en contact permanent avec les parents pour donner de l'information sur la progression de l'enquête.»

### **Les Provencher satisfaits**

Le père de Cédrika Provencher s'est dit agréablement surpris lorsqu'il a appris que le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, s'était rendu, dernièrement, au National Center for Missing and Exploited Children, pour s'informer des façons de faire des Américains dans les cas de disparitions d'enfants.«

Je suis bien content. Si ça peut aider dans d'autres dossiers, ça ne peut être que positif», note Martin Provencher. Ce dernier croit que les policiers devraient avoir des stratégies plus précises lorsque surviennent de tels dossiers et une plus grande rapidité d'intervention.

Le grand-père de Cédrika estime également que l'initiative du ministre ne peut qu'être positive si elle se traduit par une amélioration des méthodes d'enquête. « Ça serait un atout pour notre police, pour

les enfants qui disparaissent et pour les familles d'enfants disparus», souligne Henri Provencher, qui travaille toujours à la mise en place d'une fondation.

Ils sont aussi heureux d'apprendre que le ministre a pris en compte leurs critiques en ce qui concerne le manque de communication avec les policiers. «Tu es victime et on ne te dit rien. Tu vis des moments difficiles, ça prend absolument des explications, un suivi. C'est primordial», souligne Martin Provencher. La communication est maintenant meilleure avec les policiers, précise-t-il. Toutefois, il n'y a malheureusement rien de nouveau dans l'enquête, selon lui.

Martin Provencher est de retour au travail depuis plusieurs semaines déjà. «Ça fait du bien de retrouver cet équilibre.» Il reprend une vie un peu plus normale, mais il n'oublie pas et il a toujours espoir de connaître la vérité. «Je n'accepterai jamais que l'enquête soit mise sur une tablette.»

### **Pas d'escouade spécialisée**

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, n'a toujours pas l'intention de créer une escouade spécialisée sur les disparitions d'enfants, une suggestion de Pierre-Hugues Boisvenu, de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues du Québec (AFPAD). Il estime que les policiers déjà sur le terrain peuvent réagir beaucoup plus rapidement qu'une escouade qui serait basée à un endroit précis comme Montréal ou Québec. «Si nos policiers sont formés au minimum pour ce genre d'enquête-là, j'ai 14 000 policiers au Québec qui peuvent réagir rapidement au lieu d'en avoir 10, 20 ou 30», note M. Dupuis.

Même raisonnement quant à la possibilité de confier toutes ces enquêtes à la Sûreté du Québec. «Si je confie à la Sûreté du Québec l'exclusivité des enquêtes sur les disparitions d'enfants, je réduis d'autant mon nombre de policiers sur le terrain, qui sont prêts à commencer une enquête dès qu'une disparition est signalée, peu importe l'endroit.»